

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4940
14 septembre 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU
CONGO AU SECRETAIRE GENERAL, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION DU
PARAGRAPHE A-2 DE LA RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE DU
21 FEVRIER 1961

1. Le paragraphe A-2 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 21 février 1961 se lit comme suit :

"Demande instamment que des mesures soient prises pour le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaire et paramilitaire et conseillers politiques belges et d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que des mercenaires."

C'est dans les forces armées katangaises que l'on trouvait de loin la concentration la plus importante de personnel de ce genre, soit environ 500 personnes. Les efforts tendant à donner effet à la décision ci-dessus, qui devaient être menés par voie de négociations vu que l'ONU manquait à l'époque de pouvoirs juridiques lui permettant de prendre d'autres mesures pour assurer la mise en application de ladite résolution au Congo, n'ont pas donné de résultats appréciables pendant plusieurs mois.

2. Le 24 août 1961, le Président de la République du Congo a promulgué, sur avis du gouvernement, l'ordonnance No 70 prévoyant l'expulsion de tous les officiers et mercenaires non congolais servant dans les forces katangaises et n'étant pas liés par contrat avec le Gouvernement central. Le Premier Ministre de la République du Congo a demandé l'aide de l'ONU pour l'exécution de cette ordonnance et pour l'évacuation du personnel tombant sous le coup du décret d'expulsion^{1/}. Ces mesures ont donné aux Nations Unies au Congo des pouvoirs juridiques correspondant aux dispositions de la résolution susmentionnée.

3. Le 26 août, M. Munongo, ministre de l'intérieur du gouvernement de la province du Katanga, a annoncé que les Nations Unies se proposaient de désarmer les forces armées katangaises et que 1 500 soldats de l'ANC faisaient mouvement vers Elizabethville à bord d'avions des Nations Unies en vue d'occuper le Katanga. Ce communiqué et d'autres fausses rumeurs analogues ont créé une atmosphère de tension, malgré un démenti immédiat des Nations Unies. En conséquence, l'ONU a été obligée

^{1/} Voir annexe I.

de prendre des mesures de sécurité, lorsqu'au matin du 28 août elle a commencé à prendre les dispositions nécessaires pour l'évacuation du personnel militaire étranger et des mercenaires. Elle a imposé une surveillance sur l'émetteur de radio-Katanga, le siège de la gendarmerie et d'autres points et installations clefs de la ville d'Elisabethville. Pendant les quelques heures qu'a duré cette surveillance, la radio a continué à émettre normalement, à la seule exception près qu'aucune déclaration de nature à enflammer les esprits et à inciter à des troubles civils ou tribaux en violation du paragraphe A-1 de la résolution du Conseil de sécurité du 21 février n'y a été autorisée. En outre, un appel était adressé à la gendarmerie katangaise pour qu'elle fasse preuve de coopération et à la population du Katanga pour qu'elle garde le calme et vague normalement à ses occupations. Aucune résistance n'a été rencontrée de la part des forces armées ou de la police katangaise pour l'exécution des mesures d'évacuation et la vie s'est poursuivie normalement dans tout le Katanga.

4. Le représentant de l'ONU a informé M. Tshombé des objectifs visés par l'action des Nations Unies. Le 28 août, à midi, M. Tshombé a déclaré dans une émission radiodiffusée que son gouvernement avait approuvé l'évacuation du personnel militaire étranger et avait mis fin aux services de tous les étrangers dans les forces armées katangaises à compter de cette date^{2/}.

5. Dans la matinée et à nouveau pendant l'après-midi du 28 août, des représentants de l'ONU ont conféré avec les membres du corps consulaire d'Elisabethville, sur la demande de ceux-ci, pour étudier les procédures de rapatriement. Le consul de Belgique qui présidait ces réunions a déclaré qu'il s'était entendu avec ses collègues pour se charger de la reddition ainsi que du rapatriement et du transport de tout le personnel devant être évacué, quel que soit sa nationalité. Il a présenté deux officiers supérieurs qui avaient servi dans la gendarmerie katangaise et qui devaient aider les Nations Unies à organiser le retrait méthodique de tout le personnel étranger servant dans les forces armées katangaises. Les Nations Unies ont accepté cette procédure à condition que l'évacuation n'en soit pas retardée et que les Nations Unies gardent seules le droit de décider des personnes à évacuer et de la date de l'évacuation. Ceci étant entendu, l'Organisation des Nations Unies n'a plus continué à rechercher et à appréhender le

^{2/} Voir annexe II, S/4940 Add.1, qui sera publiée prochainement.

personnel militaire étranger, et a autorisé environ 70 officiers belges à rester dans le bâtiment du consulat de Belgique à Elisabethville en attendant que l'on dispose de moyens de transport pour eux.

6. Malheureusement, ces arrangements n'ont pas été scrupuleusement observés. Cette procédure ne s'est appliquée qu'aux officiers se trouvant déjà dans le bâtiment du consulat belge et aux officiers de l'armée belge mis à la disposition du Katanga par le Gouvernement belge, et encore a-t-on proposé, même dans le cas de ces officiers, des prorogations et des exemptions administratives. Les officiers et les mercenaires étrangers, profitant de cet assouplissement des mesures d'évacuation, se sont réinfiltrés dans la gendarmerie et des indices montraient qu'ils commençaient à distribuer des armes à certains groupements politiques ou ethniques. Les éléments étrangers ont aussi commencé à exercer une pression sur certains ministres katangais pour les dissuader de s'acheminer vers une réconciliation politique avec le Gouvernement central. Enfin, le personnel militaire étranger, auquel se sont associés les résidents non africains que l'on appelle "ultras", ont exercé une influence fâcheuse sur le gouvernement katangais, l'incitant à commettre des actes de terrorisme et à violer les libertés fondamentales.

7. Dans ces conditions, les actes de la police politique (Sûreté) - qui doit être considérée comme tombant sous le coup du paragraphe A-2 de la résolution et qui est un instrument de M. Munongo en grande partie dirigé par des officiers étrangers - plus les émissions de propagande incendiaire de radio-Katanga et la diffusion de rumeurs ont eu pour effet de déclencher une panique chez les Baluba qui se sont rendus très nombreux dans les camps des Nations Unies pour demander protection. Cette arrivée des réfugiés baluba, qui du point de vue économique et culturel constituent le groupe le plus avancé de la population africaine d'Elisabethville, a commencé le 24 août à la suite de l'arrestation du porte-parole baluba, M. Bintu et de quelques autres dirigeants. Le 9 septembre, le nombre des réfugiés avait atteint 35 000 ce qui non seulement créait un problème très sérieux pour les Nations Unies qui avaient à les protéger, à les nourrir, à leur fournir un abri et des soins, mais encore créait une situation susceptible d'entraîner une guerre tribale et civile.

/...

8. Des informations que les Nations Unies ont obtenues de diverses sources ont permis d'établir que M. Munongo et les fonctionnaires de la Sûreté qui dépendent de lui, avaient médité - ou essayaient d'organiser des attaques contre les personnels aussi bien militaire que civil des Nations Unies. Ces informations ont été dans une certaine mesure confirmées lorsque se sont produites, pendant la première semaine de septembre, des manifestations inspirées qui ont causé de lourdes pertes matérielles aux Nations Unies et au cours desquelles divers membres du personnel de l'ONU ont été blessés.

9. Beaucoup plus dangereuse cependant a été la menace à la sécurité du personnel et des biens des Nations Unies constituée par les complots et les activités terroristes de certains des officiers étrangers des forces armées katangaises qui avaient jusque-là échappé aux mesures d'évacuation. Parmi ceux-ci, un groupe d'officiers de nationalité française a joué un rôle particulièrement important; certains d'entre eux ne pouvaient rentrer dans leur pays parce qu'ils étaient impliqués dans la révolte récente d'éléments militaires français en Algérie. Des soldats de fortune constituaient un autre groupe et les soi-disant "volontaires" recrutés parmi les colons étrangers, au Congo, en formaient un troisième. Des renseignements indiquant que l'un de ces groupes envisageait de poser des bombes au plastic dans le bâtiment où se trouvaient les bureaux des Nations Unies à Elisabethville a obligé l'ONU le 6 septembre à transférer ses services dans l'un des camps militaires. On a également établi que ces officiers étaient en train de mettre sur pied un groupe des guérillas dans le personnel de la gendarmerie, qu'ils maintenaient leur contrôle sur certaines unités de la gendarmerie et les empêchaient de coopérer avec les Nations Unies et qu'ils organisaient l'attaque contre le garage de l'ONU et l'incendie des véhicules des Nations Unies.

10. Le 9 septembre était la date limite à partir de laquelle tous les membres du personnel militaire étranger devaient se présenter devant une unité des Nations Unies aux fins d'évacuation. A cette date, cependant, 273 officiers et mercenaires étrangers seulement avaient été rapatriés et 65 étaient en instance de rapatriement. On savait que 104 membres du personnel étranger au moins ne s'étaient pas présentés ou n'avaient pas signalé leur présence^{3/}. Le représentant des Nations Unies s'est une fois de plus rendu auprès des consuls, leur demandant d'assurer le départ immédiat

^{3/} Voir annexe III, (document S/4940/Add.1 qui sera distribué prochainement).

de leurs ressortissants, faute de quoi les Nations Unies auraient à reprendre leur action pour mettre en application la résolution du 21 février par tous les moyens à leur disposition.

11. Dans la matinée du 11 septembre, le représentant adjoint des Nations Unies à Elisabethville a été arrêté sur l'ordre d'un officier non congolais de la police politique (Sûreté). C'était là le point culminant d'une longue série d'actes répréhensibles commis par ces officiers et parmi lesquels il convient de citer l'organisation d'attaques contre les Nations Unies, des menaces répétées et des incitations à la violence. En outre, il était impossible de persuader les réfugiés Baluba de quitter le camp des Nations Unies pour regagner leurs foyers aussi longtemps qu'ils étaient exposés à des menaces et à des arrestations arbitraires de la part de fonctionnaires de la Sûreté ou dictées par ces fonctionnaires. Les Nations Unies ont donc demandé que tous les officiers non congolais de la Sûreté soient évacués dans les 48 heures.

12. A l'instigation des officiers étrangers qui restaient et aussi d'extrémistes locaux, la gendarmerie a entrepris de placer des patrouilles lourdement armées et des postes de garde dans tous les bâtiments publics et dans d'autres installations d'Elisabethville. La police a été renforcée par 300 membres de la tribu Bayake de M. Munongo. Des armes ont également été distribuées à des individus et à des groupes qui n'avaient ni l'entraînement ni la discipline voulus pour les manier.

13. Le 12 septembre, le "Ministre des affaires étrangères du Katanga", M. Kimba, a annoncé que des négociations avaient été ouvertes pour renforcer les unités katangaises avec du personnel et de l'équipement de Rhodésie.

14. Le 12 septembre également, des représentants de l'ONU ont rencontré M. Tshombé et des membres de son gouvernement pour s'efforcer d'obtenir un relâchement de la tension, le retrait des éléments militaires des rues d'Elisabethville ou tout au moins une réduction de ces éléments, un terme à la propagande incendiaire, la réparation des torts causés aux réfugiés qui leur permettrait de regagner leurs foyers et l'assurance que l'évacuation de tout le personnel tombant sous le coup du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 février aurait lieu rapidement. Les représentants de l'ONU ont aussi essayé de persuader le Gouvernement katangais de résoudre par la conciliation les différends politiques qui l'opposaient au Gouvernement central, en employant des moyens constitutionnels, et ils ont donné des assurances concernant la sécurité de M. Tshombé pour le cas où il souhaiterait se rendre à Léopoldville pour y avoir des entretiens.

/...

Le gouvernement katangais a répondu par la négative sur tous ces points; il a refusé catégoriquement d'autoriser l'évacuation des officiers étrangers servant dans l'armée katangaise.

15. Aux premières heures du 13 septembre, les forces de l'ONU ont donc pris des précautions de sécurité semblables à celles qui avaient été prises le 28 août, et jugées nécessaires pour empêcher les émissions incendiaires ou les autres menaces au maintien de l'ordre public pendant que l'ONU recommençait de s'acquitter de sa tâche consistant à appréhender et à évacuer le personnel militaire et paramilitaire étranger. A ce moment, l'alerte a été sonnée car le feu venait d'être mis au garage de l'ONU. Alors que les troupes de l'ONU se dirigeaient vers le garage, on a ouvert le feu sur elles du bâtiment où l'on sait que résident un certain nombre d'officiers étrangers. Plus tard, alors que les troupes de l'ONU se déployaient en direction de points stratégiques ou qu'elles gardaient des installations dans la ville, elles ont rencontré de la résistance et essuyé des coups de feu. Les troupes de l'ONU ont riposté.

16. Bien qu'il soit encore trop tôt pour reconstituer sur la base de rapports incomplets tout l'historique des événements de la journée, il ressort d'un rapport transmis le 13 septembre à midi par le Commandant des forces de l'ONU au Katanga, le général de brigade S.K. Rajah, que la station de radiodiffusion et le bureau de poste gardés par des troupes de l'ONU ont été attaqués à plusieurs reprises et que de nombreux coups de feu isolés ont été tirés contre les troupes de l'ONU et en direction de la résidence du représentant de l'ONU à partir de maisons occupées par des résidents non africains de la ville. Des officiers et des mercenaires non congolais ont été vus diriger des attaques, diriger le feu et manier des armes. En revanche, il n'existe pas de preuve d'action spontanée ou de grande envergure menée contre l'ONU par le personnel congolais de la gendarmerie.

17. Des coups de feu sporadiques et quelques volées d'armes plus lourdes ont été signalés pendant toute la journée et, au moment où le présent rapport est rédigé, on signale que la station de radio Katanga a été sérieusement endommagée par un tir de mortiers dirigé contre elle alors que l'ONU cherchait à l'utiliser pour lancer un appel au calme et au cessez-le-feu. Jusqu'à présent, on compte un soldat indien et

/...

un officier suédois tués, six indiens, trois suédois, quatre irlandais et un norvégien blessés.

18. Le représentant de l'ONU s'est mis en rapport avec M. Tshombé et s'est efforcé d'obtenir une cessation aussi prompte que possible des hostilités. En fait, M. Tshombé a ordonné un cessez-le-feu mais les mercenaires qui prenaient part au combat n'ont pas respecté cet ordre. Pendant tous les incidents, l'aide de camp du président, le commandant Mwamba, a aidé l'état-major de l'ONU dans les efforts qu'il faisait pour prendre contact avec des autorités responsables qui auraient pu user de leur influence pour ramener le calme.

19. A cette fin, il a été convenu que le représentant de l'ONU, le consul des Etats-Unis, M. Tshombé et d'autres dirigeants politiques et militaires se rencontreraient à midi. Toutefois, M. Tshombé et les dirigeants congolais ne sont pas venus au rendez-vous et le contact entre eux et le représentant de l'ONU n'avait pas été rétabli à l'heure où le présent rapport est rédigé. M. Kibwe se trouverait dans un camp de l'ONU.

20. Dans l'après-midi du 13 septembre, le Gouvernement central de la République du Congo a envoyé à Elisabethville une délégation dirigée par le Commissaire d'Etat pour le Katanga, M. E.D. Bocheley. Cette délégation doit aider les autorités provinciales à rétablir l'ordre public. L'ONU a envoyé un groupe de techniciens chargés d'aider à remettre en fonctionnement les installations et services publics essentiels.

ANNEXE I

Lettre en date du 24 août 1961 adressée au Chargé de mission des Nations Unies au Congo par le Premier Ministre de la République du Congo transmettant le texte de l'Ordonnance No 70 du Président la République

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre No 001148, en date du 22 août 1961, par laquelle mon gouvernement a demandé l'assistance des Nations Unies pour mettre fin aux activités agressives de la gendarmerie katangaise et pour assurer l'évacuation des officiers étrangers et mercenaires servant dans les forces armées katangaises.

Je me permets de porter à votre connaissance le texte de l'Ordonnance No 70-1961, adoptée aujourd'hui sur l'avis de mon gouvernement par le Chef de l'Etat, par laquelle celui-ci ordonne l'expulsion immédiate du territoire de la République du Congo de tous les officiers et mercenaires non Congolais servant dans les forces katangaises qui n'ont pas accepté un engagement contractuel avec le Gouvernement central de la République du Congo.

Le Gouvernement de la République du Congo demande aux Nations Unies de l'aider dans l'exécution de cette ordonnance et à assurer, conformément au paragraphe A-2 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 21 février 1961, et compte dûment tenu des facteurs de sécurité, l'évacuation du personnel se trouvant sous le coup de cet arrêté d'expulsion.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) : Cyrille ADOULA

Ordonnance No 70 du 24 août 1961, relative à l'expulsion
des officiers et mercenaires non congolais servant dans
la force Katangaise

Le Président de la République,

Vu la Loi fondamentale du 19 mai 1960, spécialement en ses articles 2, 27 et 219;

Vu le décret du 4 juin 1956 sur l'expulsion, l'interdiction de séjour et la résidence forcée;

Vu le paragraphe A-2 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 21 février 1961, demandant que des mesures soient prises pour le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaire et para-militaire belges et d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que des mercenaires;

Vu l'Accord de principe en date du 17 avril 1961 sur la mise en oeuvre de cette résolution et sur l'assistance que les Nations Unies porteront à ce sujet;

Attendu qu'il est nécessaire et urgent de mettre fin aux activités agressives de la gendarmerie katangaise qui causent d'incessantes souffrances à la population et empêchent le redressement économique du pays;

Considérant que ces activités agressives sont le seul fait des officiers et mercenaires non congolais qui commandent et servent dans les unités des forces katangaises;

Sur proposition des Ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense nationale;

Ordonne :

Article premier.

Tous les officiers et mercenaires non congolais servant dans les forces katangaises, qui n'ont pas accepté un engagement contractuel avec le Gouvernement central de la République du Congo, sont considérés comme des étrangers indésirables qui par leur présence et par leur conduite, compromettent la tranquillité et l'ordre public du pays.

Article deuxième.

Tous les officiers et mercenaires non congolais servant dans les forces katangaises, qui n'ont pas accepté un engagement contractuel avec le Gouvernement central de la République du Congo, sont expulsés du territoire de la République du Congo, et doivent quitter sans délai le territoire congolais.

Article troisième.

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Défense nationale sont chargés de l'exécution de cette ordonnance.

Léopoldville, le 24 août 1961.

Joseph Kasa-Vubu

Par le Président de la République;

Le Ministre de la Défense nationale;
Cyrille Adoula.

Le Ministre des affaires étrangères;
J. Bomboko.

Le Ministre de l'Intérieur, Ch. Gbenye.
